Crise Financière.

On lit dans la *Méridien* du 23 Septembre :

Depuis quelques semaines nous sommes en pleine crise financière. Les capitaux se cachent dans les banques qui refusent toute escompte ou n'en accordent qu'à de taux très élevés. De là, gêne dans le commerce, embarras parmi ceux qui se trouvent dans la nécessité de faire face à de grands paiements où de trouver des fonds pour les opérations commerciales de l'automne.

On diffère d'opinion sur les causes qui nous ont valu la crise que bien des maisons mêmes solidement établies traversent avec difficulté. Les uns prétendent que depuis longtemps, nos marchands ont trop importé de produits étrangers; qu'il y a eu excès de ce côté de façon à faire prendre à un montant trop considérable de capitaux canadiens le chemin de l'étranger.

Il y en a d'autres qui inclinent à rendre la banque de Montréal responsable de ce dangereux état de choses. Cette institution, disent-ils, a prêté des sommes considérables aux autres banques et exige aujourd'hui une rentrée des fonds, ce qui gêne ses rivales. Il y a, ajoute-t-on, une spéculation là dessous et quelques individus plus habiles que scrupuleux donneront quand les actions des banques seront en baisse, un excellent coup de filet.

Il nous semble qu'il y a moyen d'expliquer autrement la pénurie et la prudence des banques. Elles se sont montrées trop faciles, il y a quelques mois. L'expansion des capitaux a dépassé les limites naturelles, puis la réaction s'est produite tout à coup et les banques sont passées à l'autre extrême. Qu'on jette les yeux sur le mouvement des capitaux pendant les deux dernières années, et l'on verra des disproportions énormes dans les chiffres qui représentent la circulation des billets pendant cette période. En 1871, les banques ont escompté des billets pour une valeur de 77 millions, en 1872 ce chiffre est monté à 101 millions, soit une différence de 24 millions.

Voici au reste le rapport de la *Gazette du Canada* sur la position des banques au mois de juillet 1871 et au mois de juillet 1872 :

CAPITAL		
	31 juillet 1871	31 juillet 1872
Capital autorisé ..	\$47,816,606	\$40,466,666
" souscrit ..	44,631,826	37,544,286
" payé ..	42,864,948	33,671,825
PASSIF.		
Circulation ..	21,911,490	17,538,152
Dépôts du gouvernement à demande ..	3,639,911	3,336,542
Dépôts du gouvernement requérant avis ..	6,029,952	6,254,667
Dépôts publics à demande ..	20,499,716	25,776,700
Dépôts publics requérant avis ..	21,317,350	19,887,076
Du aux banques ca-		

nadiennes ..	2,495,474	1,042,787
Du aux autres banques ..	3,703,037	3,424,960
Divers ..	56,229	15,313

Total .. 87,653,222 77,280,173

CIRCULATION.		
Espèces ..	6,146,086	7,254,926
Billets provinciaux ..	7,522,130	5,89,521
Billets des autres Banques ..	2,997,784	2,971,908
Du par les autres banques en Canada ..	2,164,300	2,676,378
Du à l'étranger ..	11,594,196	25,067,647
Débitures du gouvernement ..	1,403,137	1,520,242
Prêts au gouvernement ..	528,252	1,210,891
Prêts aux corporations ..	2,699,002	1,166,088
Billets escomptés ..	101,996,377	77,485,232
Billets dus garantis ..	897,851	1,046,687
Billets dus non garantis ..	692,350	929,605
Propriétés foncières ..	708,284	771,107
Bâtisses des Banques ..	1,863,123	1,648,140
Divers ..	1,896,412	2,371,558

Total .. 143,229,054 126,207,021

CIRCULATION.		
Billets du gouvernement ..	11,493,000	8,200,000
Billets des banques ..	21,911,000	16,538,000

Total .. 33,404,000 25,738,000

Il suffit de comparer ces différents chiffres pour voir, de prime abord, qu'il y a eu un accroissement hors de proportions avec l'augmentation ordinaire. Les banques, après avoir été trop libérales, sont tombées dans l'excès contraire; il n'y a rien d'étonnant, seulement, c'est dangereux, et il faudrait prévenir le retour de crises semblables.

Le *Canadien* de son côté parle ainsi de cette crise financière :

On exagère beaucoup la gêne momentanée dont souffrent depuis quelques temps les opérations financières. D'aucuns prétendent que nous sommes menacés d'une catastrophe et commencent à se demander si nous allons subir une longue crise ?

A ceux qui se posent cette question, nous répondrons qu'il n'y a rien de grave dans la gêne qu'on signale : elle n'affecte que les grandes spéculations et ne saurait longtemps se prolonger. Si les banques restreignent un peu l'escompte au grand commerce, c'est par mesure de prudence et nullement pour atténuer une crise actuelle.

D'ailleurs, on a crié au danger dans le temps même où il commençait à disparaître, puisque l'article du *Négociant Canadien*, qui a donné l'éveil, est basé sur l'état des banques pour le mois de juillet, tel que publié dans la *Gazette du Canada*. L'écrivain du *Négociant* compare cet état à celui du mois de juillet 1871 dans le tableau suivant :

(Ce tableau est le même que celui publié plus haut. Nous y référons nos lecteurs.)

Le *Négociant* ajoute : " Un simple coup d'œil sur ce tableau condensé saisira l'énorme différence qui existe dans le montant des

billets escomptés. Cette différence pour une seule année n'est pas moindre de \$24,511,000, soit une augmentation de trente-deux pour cent, c'est-à-dire qu'elle égale presque celle qui a eu lieu de 1863 à 1872, sept ans— et dépasse celle de 1869 à 1871— deux ans."

En l'examinant attentivement, cette énorme différence " prend des proportions bien naturelles et n'excède que de 1.38 pour cent la différence entre le montant des billets escomptés pendant le mois de juillet 1871, et le capital versé des banques au 31 du même mois. En 1871, la proportion du capital payé à l'escompte était comme 43.40 à 100 et cette année elle est de 42.02 à 100. La gêne qui ralentit actuellement les affaires ne saurait donc pas être attribuée à la profusion de l'escompte.

Le *Négociant* a raison, croyons-nous, quand il énumère parmi les causes de cette gêne la retraite des dépôts publics. Mais il n'y a là rien que de normal. Le mois de juillet est précisément l'époque où les cultivateurs commencent leurs récoltes et reprennent une partie des dépôts qu'ils ont aux banques pour payer leur min d'œuvre. Avec la multiplication des agences de banques dans presque toutes les campagnes riches, surtout depuis l'année dernière, les dépôts ont considérablement augmenté et constituent aujourd'hui une grande ressource pour nos institutions financières, auxquelles ils fournissent une grande partie des fonds nécessaires à l'escompte. Or, ces dépôts étant retirés, on conçoit que les banques se soient trouvées un peu gênées. Mais cette cause de malaise n'est que temporaire et cessera quand le commerce du grain rembournera les agriculteurs des sommes dépensées pour la moisson.

Le commerce d'exportation, et surtout le commerce du bois, est aussi une cause d'épuisement de numéraire pour nos banques. Les acheteurs paient au moyen de traites des banques étrangères tirées sur les nôtres, et comme ces traites sont toujours accompagnées de délai, elles exposent nos institutions à des sorties de fonds considérables. Dans l'état que publie la *Gazette du Canada* pour le mois de juillet, il est constaté que les banques étrangères doivent aux nôtres \$11,594,196 tandis que les banques canadiennes ne doivent à l'étranger que \$3,703,037, on sorte que \$7,891,159 de leur capital se trouvent pour le moment en la possession des institutions étrangères. Cette différence équivalant au cinquième du capital versé des banques canadiennes; il ne faut donc pas s'étonner de ce qu'elles refusent d'escompter de gros billets.

Cette cause de gêne, comme celle que nous avons déjà indiquée, est absolument temporaire; quand les obligations en possession de nos banquiers deviendront dues, ce qui ne peut tarder, les fonds regorgeront, et les opérations financières reprendront leurs cours ordinaires.

Les prêts aux corporations, aux com-